

## Introduction

Une première édition de cette synthèse a été réalisée en 1996, à partir des données disponibles. Au cours des six dernières années, d'autres travaux ont affiné la connaissance de l'histoire de la Guyane française, notamment celle des crises du demi-siècle de la départementalisation. La présente édition offre une histoire mieux connue et approchée à la lumière du contexte régional et mondial.

Elle apporte à la bibliographie de la Guyane française un outil de références historiques qui donne à la fois une saisie globale de la densité du passé guyanais, une première approche des problématiques de l'histoire du pays et des directions de recherches.

L'histoire de la Guyane est de moins en moins perçue comme un appendice de l'histoire de France. Elle en fait le produit d'un double enracinement sud-américain et européen que ses habitants ont instrumentalisé en fonction des intérêts en jeu.

Les premières synthèses historiques se situaient volontiers dans la logique de l'histoire coloniale en ignorant donc les ressorts de la vie d'hommes classés dans la catégorie européenne des « indigènes », des « noirs », des « bagnards » ou des « immigrants ». Elles avaient pour centre d'intérêt majeur « l'œuvre coloniale de la France » qui leur paraissait en péril en Guyane et qu'elles s'ingéniaient à défendre ou à promouvoir. Elles furent l'œuvre d'écrivains qui s'intéressèrent à la Guyane pour des raisons diverses.

Des colons, des administrateurs ou des personnes proches des milieux d'affaires coloniales se font historiens : leurs ouvrages tiennent alors plus du livret de promotion coloniale de la Guyane ou du guide pratique à l'usage du futur colon que d'un véritable travail d'historien (de Saint-Amant, 1822, Ferdinand, 1823, Ternaux Compans, 1843, Couy, 1849). L'introduction à l'histoire de Cayenne qu'a publiée de Saint-Quentin en 1872 sert de préambule à un recueil de contes, de fables et de chansons. Au cours de la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle les synthèses historiques qui paraissent sont l'œuvre d'hommes qui entendent construire une autre représentation de leur pays. L'histoire est pour eux soit l'instrument de leur plaidoyer en faveur du développement de la Guyane (Bureau, 1936, Henry, 1950), soit un complément à l'histoire de France sous la forme d'une présentation du « milieu local » (Laporte, 1915). Plus proche de notre époque, la chronologie publiée par Lohier (1969) fournit quelques repères dans le passé guyanais.

L'ouvrage du docteur (il était médecin) Arthur Henry, publié en 1950, mérite une mention particulière. Seule synthèse existante, il fut incontournable pendant près d'un demi-siècle : il fit ainsi l'objet de trois éditions. Il répondait à une demande qui se faisait de plus en plus pressante au sein d'un lectorat certes limité par le nombre (la Guyane ne comptait que 55 125 habitants au recensement de 1974) et par l'idéologie de l'assimilation, mais fort intéressé par l'histoire du pays. L'ouvrage d'Henry ne laisse cependant entrevoir du passé guyanais que l'action des administrateurs coloniaux dont l'impéritie aurait précipité la Guyane vers la ruine. La vie des hommes de Guyane y est pratiquement absente, ce qui a parfois figé dans la mémoire collective guyanaise une représentation anecdotique du passé.

Une rue de la ville de Cayenne porte le nom du docteur Henry. La ville entend rendre hommage à l'un des premiers historiens guyanais qui a voulu avant tout, au travers de son récit, donner de son pays une autre image que celle véhiculée dans les années 1950. Replacé dans son contexte, l'ouvrage fournit un intéressant témoignage du regard qu'un Guyanais de la première moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle pouvait poser sur le pays. Il reste encore utile pour l'étude de l'histoire événementielle.

Ces premières synthèses ont donc fourni les premiers matériaux sur lesquels s'est édifié le savoir historique.

Dans la seconde moitié du *xx*<sup>e</sup>, des chercheurs ont donné une autre approche de l'histoire guyanaise. L'historien Michel Devèze (1968, 1977) a ainsi publié un travail remarquable sur le passé guyanais. Il l'a situé dans une perspective comparative disant l'originalité de la Guyane française dans la Caraïbe. Des travaux plus récents se placent dans la même perspective et constituent des outils fort utiles pour une première approche de l'histoire guyanaise (Pluchon, 1982, Adélaïde-Merlande, 1994).

Ces trois derniers ouvrages ne réservent cependant à la Guyane française que des développements limités qui informent peu le lecteur désireux de disposer de fils conducteurs pour saisir les problématiques de l'histoire guyanaise.

Celle-ci s'identifie sans conteste à l'histoire des Amériques où l'espace et les hommes ont subi le sort que leur ont réservé les politiques coloniales de l'Europe. Néanmoins, en dernier ressort, ce sont les vicissitudes des affaires coloniales de la France, c'est l'esprit dans lequel l'entreprise coloniale s'est effectuée qui alignent en grande part l'histoire guyanaise sur celle de pays situés hors de sa zone géographique, et qui forment aujourd'hui les Départements d'Outre-Mer (DOM) et les Territoires d'Outre-Mer (TOM)<sup>1</sup> de la République française.

---

1 Les Antilles françaises, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis et Futuna.

D'entrée de jeu, il faut donc rappeler une évidence : c'est la France qui impulse par les rythmes de son histoire les grands moments de l'histoire de la Guyane. On peut distinguer cinq temps forts qui sont à l'origine des mutations de la vie guyanaise : au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle se produit le choc politique et culturel qui conduit à la domination des formations sociales amérindiennes par le colonisateur français ; en 1848 l'esclavage est aboli, c'est alors que, sur les décombres de *la société esclavagiste*, forte de la citoyenneté accordée à ceux qui avaient le statut d'esclaves, s'affirme la société contemporaine ; l'année 1946 marque symboliquement l'entrée de la Guyane dans l'univers « domien » (la Guyane et les trois autres « vieilles colonies », la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, deviennent des départements d'Outre-Mer, des DOM), c'est le triomphe de l'assimilation politique ; en 1965, l'implantation de la base spatiale européenne à Kourou introduit en Guyane une nouvelle donne économique, démographique et culturelle ; en 1982, avec la réforme régionale, la Guyane s'engage avec prudence dans la voie de l'autonomie politique.

*Les impulsions métropolitaines*, génératrices de ruptures, s'inscrivent cependant dans un milieu dont la dynamique a orienté le destin guyanais. L'histoire coloniale de la Guyane est en effet tributaire d'un certain nombre de données sociales qui, des débuts de la colonisation à nos jours, demeurent en toile de fond de la vie guyanaise. Ainsi en est-il de la question du peuplement du territoire et de celle de l'organisation de l'espace autour de l'opposition littoral/forêt intérieure. Toutes deux préoccupent à trois siècles d'intervalle aussi bien le sieur de la Barre – qui posa les fondements de la colonisation française – que les concepteurs du dernier plan de développement (1994) du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans le champ de la continuité historique, transcendant les moments de rupture, il faut apprécier le poids des structures économiques des premiers temps de la colonisation (1643-1848) dans la définition des caractères de la vie économique en notant la constance de *la dépendance guyanaise* qui est commune à bien des terres coloniales.

L'imaginaire guyanais et les caractères dominants de la vie politique contemporaine ne sont-ils pas le produit d'une histoire politique en grande partie déterminée par *le rapport à la France* ? L'on ne peut être que frappé, en effet, par la constante demande de générations de Guyanais – qu'il s'agisse des « Mulâtres » des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ou des « Créoles » de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle – d'un traitement social égalitaire qui a eu pour corollaire le resserrement des liens politiques avec leur métropole.

*La revendication de l'intégration* traduit un sentiment d'appartenance à la nation française qui a été assez profond pour résister à *la poussée nationaliste* des années 1970-80 que pourtant le contexte mondial favorisait.

J'invite donc le lecteur à suivre le cheminement des hommes qui ont construit la Guyane en montrant quelles logiques ont façonné les diverses facettes de la vie guyanaise.

*L'organisation du territoire* ne résulte-t-elle pas d'abord des pratiques sociales amérindiennes, puis de celles de la colonisation française, elles-mêmes étroitement liées à la résolution de *la question du peuplement* ? Des débuts de la colonisation à nos jours cette dernière est au centre du débat économique et social guyanais. Pourquoi les stratégies de peuplement n'ont-elles pas abouti aux résultats escomptés, alors que, dans un environnement semblable, les autres régions du plateau des Guyanes ont accueilli des populations de mêmes origines en plus grand nombre ? Lorsqu'on évoque la situation économique actuelle de la Guyane, on compare parfois la période coloniale (XVII<sup>e</sup> siècle-1946) caractérisée par l'existence d'une production locale et la période départementale (à partir de 1947) où son indigence est remarquable, sans mettre en question les structures économiques et la nature des productions coloniales. Je montrerai, en me situant dans une longue durée, la permanence de la dépendance économique guyanaise qui est bien plus accentuée que celle des autres DOM. La remarquable *expansion du Centre spatial* implanté à Kourou n'échappe pas – puisque les lancements de satellites sont devenus la plus importante des productions guyanaises – à la logique de la monoproduction coloniale qui, du temps des habitations sucrières au cycle de l'or, a conditionné la vie économique.

La société guyanaise contemporaine est fille de la colonisation française, creuset où s'est affirmée la culture créole. La communauté businenge (les descendants des esclaves révoltés du Surinam) s'est imposée sur les rives du Maroni aux sociétés coloniales française et hollandaise. Quant aux communautés amérindiennes, maîtresses de l'espace guyanais avant le débarquement des premiers colons européens, elles ont survécu à la domination coloniale pour se poser, au nom de l'idéologie du premier occupant, en acteurs incontournables du jeu politique et culturel guyanais. A-t-on suffisamment relevé tout ce que *la diversité culturelle* doit aux stratégies de développement de la France coloniale ? Ces dernières ont constamment contraint la société guyanaise à poser la question de l'intégration de vagues successives d'immigrants. La dernière est la plus puissante sur une période aussi courte (1965-1995). S'est-on aperçu que l'explosion démographique actuelle – dans laquelle l'immigration joue un rôle majeur – ne traduisait en fait qu'une reprise du peuplement de la Guyane laissé en suspens lors des trois siècles de la période coloniale ?

Comment l'histoire sociale peut-elle rendre compte de la permanence de liens étroits avec la France ? De *la nature du mouvement nationaliste* ? En somme de la nature du rapport à la France, similaire en bien des traits à celle des autres DOM ? Il n'est pas toujours aisé de répondre à cet ensemble de questions en sectionnant l'histoire en périodes remarquables. J'ai donc choisi d'analyser un certain nombre de données de la vie guyanaise en les situant dans une longue durée qui rende intelligible la permanence des problèmes majeurs de la Guyane. Ainsi, le premier chapitre montre comment s'est effectuée la production (la construction) du territoire guyanais au cours de trois

siècles de présence française. Dans la même durée, les chapitres suivants présentent successivement la question du peuplement, la permanence de la dépendance économique, l'évolution de la société et l'aménagement de la relation coloniale.